

REVELEE : ENORME BASE DE DONNEES DE LA POLICE CHINOISE

Des millions de documents de police fuités détaillent la surveillance suffocante de la minorité ouïghoure¹

Par Yael Grauer. [L'original](#) a été publié le 29 janvier 2021. Traduit de l'anglais et republié avec la permission de [The Intercept](#), un organisme d'information primé dont la mission est de demander des comptes aux puissants par le biais d'un journalisme sans peur et antagoniste. [Inscrivez-vous pour la recevoir la lettre d'information du Intercept](#).

Traduit par Eleanor Hart pour l'Institut ouïghour d'Europe

Sauf quand spécifié qu'il s'agit d'une note de traduction, les notes de bas de page contiennent les informations contenues en commentaires dans le texte d'origine. La traductrice prend la responsabilité pour toutes erreurs éventuelles.

L'ORDE ARRIVA à travers un système d'automatisation de la police à Ürümqi, la plus grande ville de la région du nord-ouest de la Chine, le Xinjiang². Le système avait distribué un rapport - un « jugement d'information », comme l'appelaient les autorités locales – selon lequel la parente d'un extrémiste présumé s'était vu offrir un voyage gratuit au Yunnan, une province pittoresque située au sud [de la Chine].

La femme repéra l'offre sur l'application de messagerie pour smartphone WeChat³, dans un groupe connu simplement comme « Voyageurs ». Les autorités se concentrèrent sur le groupe en raison des liens ethniques et familiaux ; ses membres comprenaient des minorités musulmanes comme les Ouïghours⁴, les Kazakhs et les Kirghizes, qui parlent des langues autres que la langue prédominante en Chine, le mandarin. « Ce groupe compte plus de 200 personnes de langue ethnique »⁵, indiqua l'ordonnance. « Beaucoup d'entre eux sont des parents de personnes incarcérées. Récemment, de

¹ Note de la traductrice : L'Institut ouïghour d'Europe n'emploie pas le terme « minorité » pour se référer aux peuples turciques de la Région ouïghoure. Nous considérons que d'appeler ces peuples des « minorités » est restrictif et nuisible car il revient à voir ces groupes dans le cadre de la République populaire de Chine (RPC) en réutilisant une terminologie coloniale employée par les autorités chinoises, au lieu de voir ces groupes turciques comme les habitants autochtones et majoritaires de la région. Cependant, le terme sera traduit avec fidélité à chacune de ses apparitions dans cet article.

² Note de la traductrice : Le nom de « Région autonome ouïghoure du Xinjiang » est l'appellation officielle de l'unité administrative utilisée en RPC pour ce que l'Institut ouïghour d'Europe préfère appeler la « Région ouïghoure ». Le terme « Xinjiang » existe depuis bien plus longtemps que l'appellation officielle et est un terme colonial : il signifie « nouveau territoire » en chinois, et n'est pas un terme endogène à la région. Bien que l'Institut refuse d'utiliser ce dernier terme pour se référer à la région dans ses propres textes, la traduction rendra le terme de manière fidèle à chaque fois que celui-ci apparaît dans l'article d'origine.

³ Une application de smartphone qui est omniprésente en Chine, utilisée non seulement pour envoyer des messages, mais aussi pour payer des factures et partager des photos et des informations. Elle est très utilisée par les autorités chinoises, y compris comme outil de contrôle social.

⁴ Historiquement le groupe le plus important au Xinjiang, les Ouïghours sont majoritairement musulmans, parlent leur propre langue turcique, et subissent une discrimination de longue date sous domination chinoise. Plus d'un million d'Ouïghours ont été détenus dans des camps, d'après certaines estimations.

⁵ Des minorités musulmanes qui parlent des langues autres que le mandarin, dont les Ouïghours, Kazakhs et Kirghizes.

nombreux rapports de renseignement ont révélé que les proches de personnes [extrémistes] ont tendance à se rassembler. Cette situation nécessite une attention particulière. Après avoir reçu cette information, veuillez enquêter immédiatement. Découvrez les antécédents des personnes qui organisent des « voyages gratuits », leurs motivations et les détails internes de leurs activités. »

La police du commissariat Xiheba d'Ürümchi, proche du centre-ville historique, reçut l'ordonnance et résuma son travail dans un [rapport de 2018](#). La seule personne arrêtée en vertu de cette ordonnance, un Ouïghour, n'avait pas de casier judiciaire, n'avait jamais entendu parler du groupe WeChat et n'avait jamais voyagé en Chine en tant que touriste. La police écrivit : il « a un bon comportement et nous n'avons aucun soupçon ». Malgré cela son téléphone portable fut confisqué et envoyé à une unité de police de « sécurité internet », et la communauté fut chargée de le « contrôler et surveiller », signifiant que le gouvernement confia à un cadre membre de confiance la tâche de rendre visite à et de surveiller son foyer. Un dossier le concernant fut ouvert dans le système d'automatisation de la police.

D'après leurs notes, la police semble avoir enquêté sur l'homme et chargé les cadres membres de le « contrôler et surveiller » entièrement en raison des activités religieuses de sa sœur aînée, qui eurent lieu cinq mois plus tôt. Elle et son mari invitèrent un autre couple vivant à Ürümchi à se joindre à un groupe de discussion religieuse sur l'application de messagerie Tencent QQ⁶, selon les dossiers de la police. L'autre couple acheta un ordinateur portable et se connecta au groupe tous les jours de 7h00 à 23h30 ; le mari arrêta de boire et de fumer, et la femme commença à porter des vêtements plus longs. Le rapport affirme qu'ils commencèrent à écouter des « informations d'extrémisme religieux » sur leur ordinateur portable. Entre les deux couples, la police récupéra 168 fichiers audio religieux jugés illégaux, probablement parce qu'ils sont liés à un mouvement islamique, Tablighi Jamaat, qui prône la pratique de l'islam telle qu'elle était pratiquée du vivant du prophète Mahomet.

Le sort de la sœur aînée et de son mari n'est pas connu ; le rapport affirme simplement qu'ils furent transférés à un bureau de police différent. L'autre couple fut envoyé dans un camp de rééducation.

Les détails de l'investigation sont contenus dans une base de données énorme obtenue par *The Intercept* : le produit d'un outil de reportage développé par l'entreprise de défense privée Landafost and utilisé par le gouvernement chinois pour faciliter la surveillance policière des citoyens au Xinjiang.

La base de données, centrée sur Ürümchi, inclue des rapports de police qui confirment et fournissent des détails supplémentaires à propos de beaucoup d'éléments de la persécution et de la détention à grande échelle des musulmans dans cette zone. Il met davantage en lumière la campagne de répression qui aurait vu des caméras de sécurité installées au sein même des foyers de citoyens privés, la création de camps de détention de masse, des enfants séparés de force de leurs familles et placés dans des écoles maternelles équipées de clôtures électriques, la destruction systématique de cimetières ouïghours, et la campagne systématique de suppression des naissances ouïghoures par le biais de l'avortement forcé, de la stérilisation et du contrôle des naissances.

Elle offre une vue de l'intérieur des dossiers de renseignement de la police et des réunions de la police communautaire auxiliaire, ainsi que du fonctionnement des points de contrôle qui sont omniprésents à Ürümchi. Elle détaille également la surveillance téléphonique, en ligne et financière des groupes marginalisés, montrant comment une surveillance granulaire censée être à l'affût de l'extrémisme se limite souvent à l'examen des activités religieuses. En outre, la base de données explique comment les autorités chinoises analysent et affinent les informations qu'elles recueillent, notamment en essayant d'éliminer les informations de « remplissage » soumises par la police et les citoyens pour gonfler leurs

⁶ Comme WeChat, QQ est une plateforme de messagerie instantanée qui est omniprésente en Chine, elles vont jusqu'à partager le même propriétaire. QQ a environ dix ans de plus que WeChat et dans la plupart des estimations elle a une base d'utilisateurs moins importante (mais comparable).

chiffres et en utilisant des logiciels de police automatisés pour aider à lancer des enquêtes comme celle sur le groupe de voyage WeChat.

Parmi les révélations de la base de données se trouvent des informations sur l'utilisation importante d'un outil qui se branche aux téléphones afin de télécharger leurs contenus, « l'arme anti-terrorisme », déployée tellement fréquemment que les autorités chinoises s'inquiétèrent que cela aliénait la population. [La base de données] montre que les autorités suivaient la manière dont leurs politiques réussirent à faire baisser la fréquentation des mosquées. Elle offre également des preuves que le programme de collection de données biométriques « [Examens] physiques pour tous », dont les autorités affirmaient qu'il s'agissait uniquement d'une initiative sanitaire, est en réalité destiné à faire partie du système de contrôle [et de maintien de l'ordre]. Enfin, elle quantifie et fournit des détails sur la surveillance électronique étendue qui a lieu au Xinjiang, contenant des millions de messages texte, d'enregistrements d'appels téléphoniques et de listes de contacts, ainsi que des enregistrements bancaires, des données sur le matériel téléphonique et les abonnés, et des références à la surveillance de WeChat ainsi qu'à des registres bancaires et de commerce électronique.

La base de données met également en lumière l'étendue du contrôle et de la détention au Xinjiang. Elle détaille comment des anciens résidents qui se rendirent à l'étranger et demandèrent l'asile politique furent signalés comme terroristes. Dans certains cas, il semblerait que des peines à durée fixe furent assignées à des personnes en détention de rééducation⁷ – sapant l'idée, promulguée par le gouvernement, comme quoi la durée de telles détentions sont dépendantes de la réhabilitation ou de la formation professionnelle⁸.

Pris dans leur ensemble, ces documents donnent une vue générale de la manière dont les vastes systèmes de surveillance déployés au Xinjiang s'articulent pour réprimer les populations minoritaires et de l'ampleur de leur impact sur la vie quotidienne dans la région.

« Dans l'ensemble, ceci atteste d'un Etat policier incroyable, qui est tout à fait susceptible de placer des soupçons sur des personnes qui n'ont pas vraiment fait quelque chose de mal », déclara Adrian Zenz, un anthropologue et chercheur qui se spécialise sur le Xinjiang et le Tibet.

Les investigations découlant du groupe de voyageurs WeChat offre à voir un exemple concret de ce contrôle intensif [de la part des forces de l'ordre], dit Maya Wang, chercheuse principale sur la Chine au Human Rights Watch. « Vous pouvez voir la confusion qui règne ici, où des personnes sont emprisonnées pour rien, mais aussi le processus est tellement arbitraire. »

Les révélations surlignent comment le Xinjiang est un aperçu précoce des manières dont les technologies récentes, tels que les smartphones, les systèmes de caméra digitales peu chères, et le stockage massif de données en ligne, peuvent être combinées pour surveiller et réprimer de larges groupes de personnes lorsque les préoccupations pour les libertés civiles sont mises de côté.

« La surveillance de masse au Xinjiang est un avertissement pour nous tous », dit Wang. « Le Xinjiang montre vraiment comment la vie privée est un droit de passage, où si vous n'avez pas de vie privée, c'est là que vous voyez que vous n'avez aucune liberté en tant qu'être humain. Vous n'avez pas le droit de pratiquer votre religion, vous n'avez pas le droit d'être qui vous êtes, vous n'avez même pas le droit de penser à vos propres pensées parce que vos pensées sont analysées par ces visites incessantes et

⁷ Officiellement connu comme « transformation par l'éducation », le système de pratiques rééducatives de la Chine pratique ce que le chercheur Adrian Zenz appelle « du lavage de cerveau hautement coercitif ».

⁸ Des établissements de formation professionnelle de type carcéral prétendent transmettre des savoir-faire mais entreprennent en réalité une rééducation coercitive. Ils sont la forme d'incarcération la plus clémente. Ils sont différents des vrais centres de formation professionnelle en Chine qui ne comprennent pas des séjours forcés.

surveillées sans cesse par des systèmes de surveillance, qu'ils soient humains ou artificiels, et évaluées en permanence en fonction de votre degré de loyauté envers le gouvernement. »

Landasoft et le Ministère des affaires étrangères de la Chine n'ont pas répondu à notre demande de commentaire.

DU STOCKAGE CENTRAL POUR LE BUREAU DE LA SECURITE PUBLIQUE A ÜRÜMCHI

La base de données obtenue par *The Intercept* semble maintenue et utilisée par le Bureau de la sécurité publique de la ville d'Ürümchi et par le Bureau de la sécurité publique du Xinjiang. Elle contient également des documents provenant d'unités du Bureau national de la sécurité et de la protection de l'internet.

Landasoft baptisa le logiciel qui semble être à l'origine de la base de données « [iTap](#) », un système de big data que [l'entreprise] commercialise publiquement.

La base de données s'étend sur 52 gigaoctets et contient près de 250 millions de lignes de données. Elle est alimentée par et fournit des données à diverses applications, dont une douzaine sont liées à la base de données. Il s'agit notamment de :

- Jingwang Weishi, une application permettant de surveiller les fichiers sur un téléphone portable, que la police chinoise aurait forcé les Ouïghours à télécharger.
- Baixing Anquan, qui se traduit approximativement par « application de sécurité du peuple » ou « application de sécurité publique » et [semble](#) être utilisée à la fois par les citoyens et la police, notamment pour permettre aux citoyens de se dénoncer mutuellement aux autorités.
- Quzheng Shuju Guanli, ou « Gestion de la collecte des preuves », qui recueille des « preuves » à partir d'applications comme WeChat⁹ et Outlook.
- ZhiPu, une interface graphique des relations des personnes et de la mesure dans laquelle les autorités s'y intéressent (la base de données ne contient que des informations éparpillées sur ZhiPu).

L'un des principaux éléments de la base de données est une vaste collection de procès-verbaux de réunions de « stabilité communautaire », au cours desquelles des auxiliaires de police *de facto*, ou une police de quartier composée de citoyens, discutent de ce qui s'est passé la semaine précédente dans leur secteur. La base de données contient également divers documents associés décrivant les priorités en matière de maintien de l'ordre et de renseignement, ainsi que des résumés des renseignements recueillis, des installations locales contrôlées, des visites aux familles des détenus et des mises à jour sur les personnes présentant un intérêt pour la communauté. Il existe également des rapports hebdomadaires sur le renseignement et la détention, qui comprennent des informations sur les enquêtes relatives aux tuyaux et sur les personnes suspectes.

La base de données fournit des informations sur de nombreux autres outils utilisés pour analyser la surveillance numérique qu'elle contient. Par exemple, des documents de la base de données font référence à un système du gouvernement chinois appelé la Plateforme intégrée d'opérations conjointes [Integrated Joint Operations Platform] (IJOP). L'IJOP, qui a suscité beaucoup d'intérêt et de discussions de la part des groupes de défense des droits de l'homme, rassemble la surveillance des habitants du

⁹ Une application de smartphone qui est omniprésente en Chine, utilisée non seulement pour envoyer des messages, mais aussi pour payer des factures et partager des photos et des informations. Elle est très utilisée par les autorités chinoises, y compris comme outil de contrôle social.

Xinjiang, la stocke de manière centralisée et l'utilise pour prendre des décisions de police automatisées, appelées dans la base de données « incitations » [« pushes »] ou notification push. L'IJOP est la plateforme qui, selon la police, a donné l'ordre d'enquêter sur le groupe de voyages gratuits WeChat.

D'autres documents fournissent des informations sur l'étiquette « personnes des trois catégories »¹⁰, qui sont considérées des terroristes et extrémistes, avec trois degrés de sévérité.

La base de données elle-même utilise à plusieurs reprises un marqueur pour rechercher les Ouïghours, « iXvWZREN », qui les regroupe avec les terroristes et les anciens détenus. Il n'y a pas de marqueur pour les Chinois Han, le groupe ethnique majoritaire en Chine.

DES POSTES DE CONTRÔLE A LA SURVEILLANCE DES MESSAGERIES INSTANTANÉES A ÜRÜMCHI

La surveillance au Xinjiang était connue pour être étendue, créant ainsi l'une des régions les plus surveillées au monde. Ce que la base de données révèle, c'est la manière dont cette machine à espionner est utilisée : à quoi ressemble la surveillance sur le terrain (implacable) et à quelles fins spécifiques elle est censée servir (souvent pour freiner toute influence non sanctionnée, de la pratique de l'islam aux idées provenant de pays étrangers). Les gens sont surveillés de près et de loin, certaines informations étant directement aspirées de leurs appareils numériques, d'autres étant recueillies par des écoutes et des capteurs, et d'autres encore par des proches et des informateurs au sein de la communauté. La campagne contre les Ouïghours et leur pratique de l'islam est décrite en termes crus et agressifs dans les documents de police, et la paranoïa à l'égard des influences extérieures ou malveillantes de toutes sortes se manifeste de manière récurrente.

Certaines des données les plus invasives de la base de données proviennent d'outils d'inspection des téléphones de type « épée antiterroriste ». Aux points de contrôle, qui sont disséminés dans toute la ville, la police oblige les gens à brancher leur téléphone dans ces appareils, qui proviennent de divers fabricants. Ils recueillent les données personnelles des téléphones, notamment les contacts et les SMS, et vérifient également les photos, les vidéos, les fichiers audio et les documents par rapport à une liste d'objets interdits. Ils peuvent afficher les messages texte WeChat¹¹ et SMS. Les données extraites sont ensuite intégrées dans l'IJOP¹².

Un [rapport de 2018](#) d'un quartier situé juste au nord-ouest du centre-ville d'Ürümchi mentionne que les autorités effectuèrent des fouilles sur 1 860 personnes avec une épée antiterroriste en une seule semaine en mars. Dans le même rapport, détaillant une seule semaine d'avril, 2 057 personnes du quartier virent

¹⁰ Des personnes considérées comme étant des extrémistes ou terroristes, ou qui ont de telles tendances. Ces « catégories » se réfèrent à des classements détaillés basés sur la perception qu'a le gouvernement de l'état d'esprit [de ces personnes] et de leur potentiel à nuire.

¹¹ Une application de smartphone qui est omniprésente en Chine, utilisée non seulement pour envoyer des messages, mais aussi pour payer des factures et partager des photos et des informations. Elle est très utilisée par les autorités chinoises, y compris comme outil de contrôle social.

¹² Integrated Joint Operations Platform [Plateforme intégrée d'opération conjointes], une plateforme d'automatisation de la police qui, d'après Human Rights Watch, « amasse des informations sur les gens et signale aux autorités ceux qu'il considère comme potentiellement dangereux ».

leur téléphone contrôlé. Environ 30 000 personnes vivent dans cette zone, le quartier de Qidaowan¹³, selon les statistiques gouvernementales.

Ce motif d'arrêts fréquents par la police est constaté dans d'autres parties d'Ürümchi. Des [documents parlent](#) de la police qui vérifie les téléphones des gens plus de trois ou quatre fois en une nuit, et de la difficulté de rester du bon côté de la population, qui commence clairement à s'agacer.

Par exemple, un rapport de police d'août 2017 déclare qu' « en raison des inspections téléphoniques trop fréquentes menées par certains points de contrôle, qui ont fait que certaines personnes ont été inspectées plus de trois fois, les gens se plaignent de ce travail. » Un « rapport de renseignement sur l'opinion sociale » d'octobre 2017 déclara que « certaines personnes ont reflété que le point de contrôle actuel est trop lourd. Souvent, ils seraient contrôlés trois fois au cours d'une nuit. Cela leur fait perdre du temps lorsqu'ils sont en situation d'urgence. »

Les documents évoquent des personnes qui échangèrent [leurs smartphones avec] des téléphones plus anciens pour éviter les désagréments de ces contrôles téléphoniques.

Rune Steenberg, un anthropologue au Danemark qui étudie le Xinjiang et les Ouïghours, qui passa du temps à Kachgar en tant que chercheur aussi tard que 2016, dit qu'il commença à utiliser un téléphone portable simple au lieu d'un smartphone en 2014 et que beaucoup d'Ouïghours en firent de même. « Ce n'est pas simplement une question qu'ils pourraient découvrir des choses sur votre portable », dit-il. « Ils peuvent y ajouter des choses afin de vous incriminer. Et vous n'avez aucun moyen de prouver après coup que ça a été placé sur votre portable, que ça ne provient pas de vous. Donc c'est devenu vraiment dangereux, en fait, d'avoir un smartphone. »

En outre, dit Steenberg, la police arnaquait souvent les gens pour qu'ils lui remettent leur smartphone, en déclarant faussement que le téléphone avait un contenu religieux et en demandant aux gens s'il leur appartenait, sachant qu'ils le renieraient. Ils répondaient : « Non, ce n'est pas mon téléphone, non, je n'ai pas apporté mon téléphone ici », a déclaré Steenberg. Ensuite, dit-il, la police gardait les téléphones et les vendait par la suite.

La base de données permet également de quantifier l'ampleur du déploiement de la surveillance téléphonique autour d'Ürümchi. Par exemple, en l'espace d'un an et 11 mois, les autorités chinoises recueillirent près de 11 millions de SMS. En un an et 10 mois, elles recueillirent 11,8 millions d'enregistrements sur la durée des appels téléphoniques et les parties impliquées dans l'appel. Enfin, en un an et onze mois, elles recueillirent sept millions de contacts et environ 255 000 enregistrements sur le matériel téléphonique, notamment le [numéro IMSI](#) [identité internationale d'abonné mobile] qui identifie les téléphones sur les réseaux cellulaires, le modèle et le fabricant du téléphone, un identifiant de réseau informatique connu sous le nom d'adresse MAC et un autre identifiant de réseau cellulaire, le numéro IMEI.

Les informations relatives aux appels téléphoniques qui sont traqués dans la base de données incluent les personnes dans l'appel, le nom du récepteur de l'appel, et les heures de début et de fin de chaque conversation. Des champs dans la base de données indiquent que les informations à propos de rencontres en ligne, d'achats en ligne, et des contacts mail peuvent aussi être extraites des téléphones.

« Vous ne vous sentez en sécurité nulle part », dit Abduweli Ayup, un linguiste et poète qui habitait à Kachgar, Xinjiang. « Vous devez avoir votre téléphone allumé 24 heures sur 24, et vous devez répondre au téléphone si la police vous appelle. » Il dit que puisque les applications de messagerie instantanée sont également surveillées, les Ouïghours ne peuvent jamais avoir de vie privée, même chez eux.

Au-delà de surveiller passivement les téléphones, le gouvernement œuvra à contraindre les gens à participer dans des programmes de biométriques présenté comme une initiative de santé. Dans le cadre

¹³ Un quartier du district de Shuimogou d'Ürümchi dans le centre nord-est de la ville.

du programme « [Examens] physiques pour tous », les citoyens devaient aller se faire scanner le visage et analyser la signature vocale, ainsi que donner leur ADN. Les documents décrivant le programme indiquent qu'il fait partie du système de maintien de l'ordre.

Darren Byler, un anthropologue et chercheur postdoctoral au Centre des études asiatiques à l'Université du Colorado, à Boulder, dit qu'alors que le programme « [Examens] physiques pour tous » est connu depuis longtemps et suspecté d'être une forme de surveillance, les autorités le démentirent toujours et affirmèrent qu'il s'agissait simplement d'une initiative de santé publique. « Le point auquel [le programme] fait partie du système de surveillance et de maintien de l'ordre est rendu clair par les documents », dit Byler. « Il est très clair, il est évident que c'est une partie de comment ils contrôlent la population. »

Des rapports dans la base de données montrent que du travail du « [Examens] physiques pour tous » est souvent effectué dans des « postes de proximité » de la police, donnant lieu à des plaintes de la part des citoyens concernant les conditions sanitaires. (Les postes de proximité sont censés rapprocher la communauté et la police, en offrant des commodités telles que le Wi-Fi public et le chargement des téléphones, mais ils sont des [centres pour la surveillance](#)). [Les rapports] expliquent également comment les citoyens qui ne fournissent pas d'informations biométriques et biographiques sont signalés à la police, encourrent des amendes et sont parfois contraints de renoncer officiellement à leur comportement. Certains documents concernant le programme se concentrent sur les migrants ou les « personnes de langue ethnique »¹⁴. [L'un d'eux](#) indique que les examens physiques effectués sur les étudiants sont utilisés à des fins policières :

(09-MARS-2018) (COMMUNAUTE DE QIDAOWAN)

(2) Institut Houbo, qui fait partie du deuxième hôpital de l'Université médicale du Xinjiang, commence bientôt un nouveau semestre. La liste de noms des étudiants qui reviennent ne nous est pas connue.

Méthode : Après le début du semestre, nous mènerons immédiatement un travail d' « examens physiques » sur les étudiants qui reviennent en utilisant la plateforme IJOP. Si nous trouvons des étiquettes suspectes nous les rapporterons immédiatement à l'équipe de sécurité nationale.

Les documents contenus dans la base de données montrent également une surveillance accrue des personnes qui se déplacent en public grâce à l'utilisation croissante de la reconnaissance faciale, dirigée par le système IJOP¹⁵. Le [rapport](#) de la police sur l'utilisation de l'épée antiterroriste détaille également l'utilisation de la reconnaissance faciale, montrant que plus de 900 personnes furent contrôlées à l'aide de la reconnaissance faciale dans 40 postes de police du quartier de Qidaowan¹⁶.

¹⁴ Des minorités musulmanes qui parlent des langues autres que le mandarin, dont les Ouïghours, Kazakhs et Kirghiz.

¹⁵ Integrated Joint Operations Platform [Plateforme intégrée d'opération conjointes], une plateforme d'automatisation de la police qui, d'après Human Rights Watch, « amasse des informations sur les gens et signale aux autorités ceux qu'il considère comme potentiellement dangereux ».

¹⁶ Un quartier du district de Shuimogou d'Ürümchi dans le centre nord-est de la ville.

(17-AVRIL-2018)

(QUARTE) Notes opérationnelles de poste de police de proximité :

Il y a au total 40 postes de police de proximité dans le district de Qidaowan. ... Cette semaine nous avons fouillé 2 057 personnes avec l'épée anti-terroriste et effectué la reconnaissance faciale sur 935 personnes. Aucun suspect. Nous avons envoyé 237 rapports d'information utilisant le Système de rapportage d'informations.

Il est clair, dit Byler après avoir passé en revue les chiffres, que « la reconnaissance faciale est devenue un aspect de plus en plus important du système de surveillance ».

Certaines des preuves les plus intrigantes de la surveillance des données personnelles proviennent du code de programmation informatique stocké dans la base de données et apparemment conçu pour générer des rapports. Ce code de rapport fait référence à de nombreux éléments qui ne figurent pas dans la base de données obtenue par *The Intercept*, ce qui rend impossible la confirmation de la quantité de données réellement collectées par les autorités ou l'usage qui en serait fait.

Néanmoins, ces rapports dits tactiques ou de collecte de preuves donnent des indices sur les informations que la base de données, seule ou dans le cadre d'une collecte plus large, est censée inclure. Le code du rapport contient des références à des données sur des services en ligne comme Facebook, QQ, Momo, Weibo, Aliwangwang de Taobao, ainsi que des enregistrements d'appels téléphoniques réels, des photos, des localisations GPS et une liste de « mots à haut risque ».

Des documents de la base de données confirment également l'accès policier à des informations à propos de l'utilisation de WeChat¹⁷ par les gens. Des discussions de la surveillance de WeChat apparaissent dans des comptes rendus de réunions de la police communautaire auxiliaire et des comptes rendus d'enquêtes policières.

Pour illustrer la façon dont la police documente ses capacités sur WeChat, un [document](#) - provenant du Bureau national de la sécurité de l'internet - présente un exercice de recherche de la police dans lequel un agent de police fut marqué comme suspect pour les besoins de l'exercice. Il traversa la ville en voiture pendant que d'autres policiers suivaient son véhicule à l'aide de son historique WeChat et de ses données de localisation. Les autorités semblèrent lire les textes WeChat du suspect fictif, avec une « analyse WeChat » indiquant : « Il a dit qu'il déjeunait à l'aire de ravitaillement. »

L'objectif de beaucoup de cette surveillance est de limiter toute influence qui pourrait éventuellement mener à un désir pour une plus grande liberté ou autonomie parmi les Ouïghours et d'autres groupes minoritaires au Xinjiang.

Par exemple, les documents corroborent les informations selon lesquelles les Ouïghours sont surveillés en dehors de la Chine et que ce ne sont pas seulement les personnes qui voyagent à l'étranger puis reviennent qui sont surveillées, mais aussi leurs parents et amis.

La police dans le district de Shuimogou¹⁸ d'Ürümchi enquêtèrent sur une jeune femme car son amie de lycée est partie étudier à l'Université de Stanford et parce que la femme lui parlait parfois sur WeChat.

¹⁷ Une application de smartphone qui est omniprésente en Chine, utilisée non seulement pour envoyer des messages, mais aussi pour payer des factures et partager des photos et des informations. Elle est très utilisée par les autorités chinoises, y compris comme outil de contrôle social.

¹⁸ Une des sept districts urbains d'Ürümchi, au centre nord-est de la ville, où se trouve le siège municipal. Ce n'est pas un district à majorité ouïghoure.

« D'après l'enquête, nous n'avons pas trouvé de violations des règles ou du droit pendant qu'elle résidait et travaillait dans notre zone », peut-on lire dans un [rapport de 2018](#) du quartier de Weihuliang¹⁹. « Pendant qu'elle résidait dans la zone elle participa activement aux travaux communautaires et participa activement à d'autres activités au sein de la communauté, et participa activement aux cérémonies de lever du drapeau²⁰ au sein de la communauté. Nous ne constatons aucune anomalie et elle est lavée de tout soupçon. » Byler²¹ qualifia l'incident de « confirmation importante de la manière dont les personnes à l'extérieur du pays sont surveillées par ceux à l'intérieur de celui-ci, et de la manière dont ces connections produisent des « micro-preuves » de suspicion. »

Autre exemple de la façon dont l'influence extérieure est un motif de suspicion, [un document](#) de la communauté d'Anping, également à Shuimogou, mentionne que tous les téléphones et ordinateurs des travailleurs qui ont rendu visite à de la famille en dehors de la ville doivent être inspectés pour détecter tout contenu non-autorisé.

Le nettoyage [de contenu] d'audio et de vidéo violents et terroristes a toujours constitué une partie importante de notre travail de stabilité. Notre communauté porte beaucoup d'attention à ce travail. Parce que les vacances du nouvel an chinois touchent à leur fin, les gens vont être de plus en plus nombreux à revenir au travail, c'est pourquoi notre communauté a décidé de mener des inspections d'ordinateurs et de téléphones portables à grande échelle pour les travailleurs qui rentrent. Nous inspectons les données sauvegardées à propos de chaque foyer et le téléphone portable et l'ordinateur de chaque personne. Jusqu'alors, nous n'avons pas découvert de [contenu] audio et vidéo violent et terroriste parmi les résidents de cette zone. Nous allons continuer ce travail plus tard et enregistrerons les résultats.

La crainte des autorités chinoises d'une influence extérieure sur les citoyens du Xinjiang est liée à une initiative appelée « prévention du reflux », ou *fanghui liu* [防回流]. L'idée est d'empêcher le « reflux » d'extrémisme ou d'autres idées malveillantes provenant de l'étranger.

Un exemple possible de cette initiative est l'emprisonnement en 2018 de Feng Siyu, une universitaire chinoise venue au Centre de recherche sur le folklore de l'université du Xinjiang en tant que traductrice au mois de février précédent. Feng fait partie de la majorité ethnique Han de Chine et est originaire de Hangzhou, dans l'est du pays, loin du Xinjiang. Mais elle a étudié à l'étranger - notamment au Amherst College, à l'université SOAS de Londres et à l'université de l'Indiana - et fit l'objet de l'attention de la police à Ürümqi, selon une note des services de renseignement de la police datant d'octobre 2017 et figurant dans la base de données. La note enregistra que Feng avait un « logiciel obscur étranger » sur son smartphone OnePlus. La note indiquait en outre que le logiciel était fourni avec le smartphone et que Feng ne l'utilisait pas.

¹⁹ Un quartier dans le district de Shuimogou à Ürümqi au centre nord-est de la ville.

²⁰ Un événement communautaire dans lequel les participants déclament leur loyauté envers le gouvernement chinois et font parfois un discours connu sous le nom de « Dire mon opinion, lever mon épée ». La ferveur des participants est observée et parfois rapportée aux autorités.

²¹ Anthropologue et chercheur au Centre des études asiatiques à l'Université de Colorado, à Boulder [aux États-Unis]. La thèse de Byler était sur la techno-politique ouïghoure en Chine.

Feng aurait été condamnée à deux ans de prison en février 2018. Son emprisonnement est suivi sur shahit.biz, la base de données des victimes du Xinjiang, un site web qui documente les cas d'incarcération dans la région.

Steenberg, l'anthropologue, dit qu'il croit que Feng faisait l'objet d'une surveillance parce qu'elle voyageait entre les États-Unis et Ürümqi, qu'elle parlait bien l'ouïghour et qu'elle travaillait au centre de recherche sur le folklore et avec sa fondatrice, Rahile Dawut. [Universitaire célèbre](#), Dawut collecta des données ethnographiques, notamment des contes populaires et de la littérature orale dans le sud du Xinjiang²², ainsi que des informations sur les pratiques islamiques soufies. Dawut disparut en décembre 2017 et il est pensé qu'elle se trouve en détention.

La volonté de « prévention du reflux » se traduit également par l'identification de ceux qui quittent la Chine comme des menaces pour la sécurité. Un [rapport](#) de Saimachang, un bastion ouïghour dans le centre historique d'Ürümqi, parle d'anciens résidents qui partirent à l'étranger et demandèrent l'asile politique en les appelant des terroristes, ce qui corrobore les rapports selon lesquels les Ouïghours sont surveillés en dehors de la Chine.

« Ce sont des preuves très claires que les accusations de terrorisme et d'extrémisme ne correspondent pas aux normes internationales du terrorisme et de l'extrémisme », dit Byler²³. « Le fait de demander l'asile politique n'est pas un signe de terrorisme d'après la majorité des définitions, mais dans ce contexte ça l'est. » Ceci démontre aussi la quantité d'informations détaillées que les autorités chinoises gardent à propos des Ouïghours à l'étranger.

Ayup²⁴ fit l'expérience de ce genre de surveillance. Lorsqu'il était à Kashgar, Ayup dirigeait un jardin d'enfants en langue ouïghoure et promouvait l'éducation en langue ouïghoure. Il fuit la Chine après 15 mois de détention, au cours desquels il dit avoir été interrogé et torturé. Après son départ, Ayup dit qu'à un moment donné, il rejoignit un groupe WeChat²⁵ pour l'ambassade de Chine. « Quand je suis allé à l'ambassade de Chine, ils m'ont demandé de rejoindre leur groupe WeChat, et quand je l'ai rejoint, un espion chinois à Ürümqi m'a trouvé ; il m'a parlé et m'a menacé », a-t-il dit.

Même le fait de détenir un passeport est considéré comme suspicieux. Des documents dans la base de données indiquent que des Ouïghours détenteurs de passeports sont vérifiés par les autorités plus fréquemment que ceux sans passeports.

En effet, toute connaissance de la vie en dehors du Xinjiang peut être signalé comme suspicieux. Par exemple, dans un [rapport hebdomadaire](#), la police à Weihuliang²⁶ fut attentive à quatre personnes ayant voyagées à Beijing pour « refléter les problèmes locaux » parmi « les personnes ayant besoin d'attention particulière ». « Les autres n'ont jamais quitté la région, donc ils sont vus comme plus sûrs », dit Byler.

Même les appels téléphoniques ou les discussions par messages impliquant des pays étrangers suscitent l'attention des autorités du Xinjiang. À Tianshan, le centre historique et majoritairement ouïghour

²² La partie sud du Xinjiang a une proportion particulièrement forte de résidents ouïghours.

²³ Anthropologue et chercheur au Centre des études asiatiques à l'Université de Colorado, à Boulder [aux États-Unis]. La thèse de Byler était sur la techno-politique ouïghoure en Chine.

²⁴ Un linguiste et poète qui habitait auparavant à Kachgar, au Xinjiang.

²⁵ Une application de smartphone qui est omniprésente en Chine, utilisée non seulement pour envoyer des messages, mais aussi pour payer des factures et partager des photos et des informations. Elle est très utilisée par les autorités chinoises, y compris comme outil de contrôle social.

²⁶ Un quartier dans le district de Shuimogou à Ürümqi au centre nord-est de la ville.

d'Ürümchi, les autorités [déclarèrent](#) avoir envoyé un chauffeur professionnel en rééducation²⁷ après un appel téléphonique inhabituel vers un « pays clef ». Zenz²⁸ pense que ce « pays clef » fait partie d'un groupe de 26 pays « cibles », majoritairement musulmans, surveillés par les autorités. Selon un [rapport](#) de Human Rights Watch, les autorités du Xinjiang ciblerent des personnes ayant des liens avec ces pays pour les interroger, les détenir et même les emprisonner. Ces pays sont l'Afghanistan, l'Algérie, l'Azerbaïdjan, l'Égypte, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, le Kazakhstan, le Kenya, le Kirghizistan, la Libye, la Malaisie, le Nigeria, le Pakistan, la Russie, la Somalie, le Sud-Soudan, la Syrie, le Tadjikistan, la Thaïlande, la Turquie, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Yémen.

RAPPORT DE JUGEMENT HEBDOMADAIRE DE LA STABILITE DE LA
COMMUNAUTE DE SUZHOULU (12 FEV – 14 FEV)

2. En menant des visites à domicile, un travailleur communautaire apprit que [nom retiré], qui habite au [adresse], numéro d'identification national [retiré], femme, ouïghoure, n'a pas de travail et reste à la maison pour s'occuper de ses enfants. La police communautaire chercha sur le système policier et découvrit que la personne fut arrêtée à [ville d'origine] le 21 septembre 2017. La raison de son arrestation : le téléphone contient des programmes de messagerie instantanée obscurs. ...

3. Des travailleurs sociaux apprennent pendant leurs visites à domicile que [nom retiré], qui habite au [adresse retirée], ouïghour, numéro d'identification national [retiré]... sa mère, [nom retiré], femme, ouïghoure, numéro d'identification national [retiré], fut détenue dans le district de Tianshan le 20 septembre 2017. La raison de son arrestation : couverture de visage. ...

4. Des travailleurs communautaires apprennent pendant leurs visites à domicile que [nom retiré], qui habite au [adresse], homme, ouïghour, chauffeur... a des comportements d'appels téléphoniques bizarres pendant la nuit, et qu'il communique avec des pays clefs. Il a été détenu dans sa ville d'origine et est actuellement éduqué et converti (Comté de Shule). ...
Mère : [nom retiré], femme, ouïghoure. ... Actuellement la communauté surveille son mari et ses enfants d'après les conditions des proches des détenus.

La base de données montre également une utilisation accrue de l'intelligence artificielle, associée à l'intelligence humaine, pour diriger la surveillance ces dernières années. Des documents provenant des autorités des districts d'Ürümqi de Tianshan²⁹ et Shuimogou³⁰ montrent que l'IJOP³¹ envoie des

²⁷ Officiellement connu comme « transformation par l'éducation », le système de pratiques rééducatives de la Chine pratique ce que le chercheur Adrian Zenz appelle « du lavage de cerveau hautement coercitif ».

²⁸ Anthropologue et chercheur qui se concentre sur le Xinjiang et le Tibet.

²⁹ Une des sept districts urbains d'Ürümchi, au centre sud-est de la ville. Centre ouïghour historique de la ville où les Ouïghours sont toujours majoritaires.

³⁰ Une des sept districts urbains d'Ürümchi, au centre nord-est de la ville, où se trouve le siège municipal. Ce n'est pas un district à majorité ouïghoure.

³¹ Integrated Joint Operations Platform [Plateforme intégrée d'opération conjointes], une plateforme d'automatisation de la police qui, d'après Human Rights Watch, « amasse des informations sur les gens et signalent aux autorités ceux qu'il considère comme potentiellement dangereux ».

notifications push dirigeant les enquêtes de la police locale. En 2018, un commissariat de police reçut à lui seul 40 notifications de ce type, selon un [document](#).

Alors que les articles de presse parus ces dernières années décrivaient les systèmes d'automatisation de la police chinoise tels que l'IJOP comme rudimentaires, reposant largement sur l'intelligence humaine, les éléments de la base de données indiquent que l'utilisation de la technologie d'apprentissage automatique est en augmentation, déclara Byler, qui a obtenu son doctorat en technopolitique ouïghoure dans les villes chinoises d'Asie centrale.

« Ce que montre vos données est que ça commence à s'automatiser de certaines manières, surtout autour de la reconnaissance faciale », dit Byler³². « S'ils utilisent 900 points de contrôle pour des [scans] de reconnaissance facile, ils utilisent maintenant l'intelligence artificielle dans une large mesure », ajouta-t-il, faisant référence aux 935 scans faciaux effectués en une [semaine](#) dans le commissariat de Qidaowan.³³

Des documents montrent que la police ajoute également dans l'IJOP³⁴ une quantité importante de données de points de contrôle, y compris des téléchargements de téléphones à partir d'épées antiterroristes. Des documents de 2018 et 2019 montrent la montée en puissance des notifications push de l'IJOP. « Il est clair que ce système commence à les alerter et à orienter leur maintien de l'ordre de nouvelles façons, et il commence donc à être mis en ligne », déclara Byler.

Les [documents](#) rendent aussi à l'évidence dans quelle mesure les autorités tentent d'évaluer la psychologie des personnes suspectées, en s'intéressant en particulier à leur loyauté, voire à leur ferveur. Cela se manifeste lors des cérémonies dites de lever du drapeau, des événements communautaires au cours desquels les participants proclament leur loyauté envers la Chine et le régime en place. Des documents montrent que ces événements sont largement surveillés par la police et ses mandataires. Les autorités surveillent non seulement les anciens détenus, mais aussi leurs proches, afin de confirmer leur participation et de déterminer leur degré de passion.

Selon [l'un des documents](#), les autorités utilisèrent la participation à ces cérémonies hebdomadaires comme moyen de surveiller trois personnes, probablement des Ouïghours, inscrites sur une liste de surveillance communautaire. Les participants sont invités à faire un vœu de loyauté comprenant l'expression « Exprime ton opinion, lève ton épée » (ou « Montre ta voix, montre ton épée »). Si leur participation n'est pas sincère et patriotique, les employeurs et d'autres personnes les signalent à la police, déclara Byler. Les « travailleurs excédentaires », c'est-à-dire les personnes soumises à un programme de travail coercitif qui associe travail sur des projets communautaires et rééducation, sont également [passés au crible](#) lors des cérémonies. Le programme de travail excédentaire connut une forte augmentation au cours des quatre dernières années.

³² Anthropologue et chercheur au Centre des études asiatiques à l'Université de Colorado, à Boulder [aux Etats-Unis]. La thèse de Byler était sur la techno-politique ouïghoure en Chine.

³³ Un quartier du district de Shuimogou d'Ürümchi dans le centre nord-est de la ville.

³⁴ Integrated Joint Operations Platform [Plateforme intégrée d'opération conjointes], une plateforme d'automatisation de la police qui, d'après Human Rights Watch, « amasse des informations sur les gens et signale aux autorités ceux qu'il considère comme potentiellement dangereux ».

Les documents montrent que les officiers de police et les voisins qui effectuent la surveillance aux cérémonies de lever du drapeau font aussi des recommandations quant aux personnes qui devraient être envoyées en camps de rééducation.³⁵

Bien que la Chine ait insisté que la surveillance et le maintien de l'ordre au Xinjiang visent à mettre un terme au terrorisme et à l'extrémisme plutôt qu'à persécuter la pratique d'une religion, la base de données confirme et détaille la manière dont la surveillance porte sur de nombreuses expressions courantes de la foi islamique, voire sur la curiosité à l'égard de cette religion, ce qui conduit dans de nombreux cas à des enquêtes. Le gouvernement considère comme un signe potentiel d'extrémisme religieux le fait de se laisser pousser la barbe, d'avoir un tapis de prière, de posséder des livres en ouïghour, ou même d'arrêter de fumer ou de boire.

La surveillance [dirigée](#) envers les pratiques islamiques implique [aussi](#) la [surveillance des mosquées](#). D'après les rapports de police de la base de données, les autorités surveillent les présences à la mosquée, comptent quels fidèles sont des migrants et lesquels sont des résidents, et surveillent si les prières sont effectuées de manière disciplinée.

Ayup³⁶ dit que les mosquées contiennent également des caméras dans leurs enceintes, et que les gens sont surveillés pour la manière dont ils prient.

« Si les personnes ont une manière différente de prier... la caméra les prend en photo », a-t-il dit, ajoutant qu'un de ses amis fut arrêté pour cela. Ayup rapporta que certains Ouïghours prient d'une façon très ancienne, d'autres utilisent des façons plus récentes. « Dans les yeux du gouvernement chinois, le nouveau style est menaçant, est de l'extrémisme », a-t-il dit.

Même l'utilisation de gaz naturel dans les mosquées de quartier est surveillée, d'après un document provenant de Quingcui, une communauté du quartier de Liudaowan and le district de Shuimogou.³⁷

DES CITOYENS INTEGRES DANS UN SYSTEME « HYPERPOLICIER »

La surveillance incessante au Xinjiang a été la composante la mieux comprise de l'environnement répressif de la région. Il est plus difficile d'étudier et de comprendre, en particulier pour les groupes de défense des droits de l'homme à l'étranger, comment et dans quelle mesure cette surveillance entraîne une répression. Il s'avère que l'intensité du maintien de l'ordre au Xinjiang correspond à l'hyper-agressivité de la surveillance : elle est étroitement intégrée et tout aussi omniprésente. La base de données obtenue par *The Intercept* révèle les preuves d'un État policier profondément envahissant, qui s'intéresse aux pensées et aux enthousiasmes des gens, pénètre dans leurs maisons, interfère dans leurs mouvements quotidiens, et va jusqu'à rechercher des délits dans des activités parfaitement légales au moment où elles sont entreprises. Les autorités de la région dirigent les enquêtes et autres travaux de police selon une approche qu'un expert, après avoir examiné certaines parties de la base de données, a

³⁵ Officiellement connu comme « transformation par l'éducation », le système de pratiques rééducatives de la Chine pratique ce que le chercheur Adrian Zenz appelle « du lavage de cerveau hautement coercitif ».

³⁶ Un linguiste et poète qui habitait auparavant à Kachgar, au Xinjiang.

³⁷ Une des sept districts urbains d'Ürümchi, au centre nord-est de la ville, où se trouve le siège municipal. Ce n'est pas un district à majorité ouïghoure.

qualifiée d' « hyperpolice », réprimant tout comportement aberrant. Les tactiques utilisées sont globales, impliquant des brigades civiles, des visites à domicile et de fréquents points de contrôle. Aussi étendu que soit ce travail, il est également mené d'une manière qui cible les gens en fonction du danger perçu. Les minorités de toutes sortes - qu'elles soient linguistiques, religieuses ou ethniques - font l'objet de patrouilles disproportionnées.

La discrimination à l'encontre de soi-disant personnes de langue ethnique³⁸, ou minorités musulmanes ayant leurs propres langues, est un composant clef du maintien de l'ordre au Xinjiang.

Beaucoup de détenus ou d'anciens détenus sont appelés des « personnes de trois catégories ». L'étiquette, appliquée de manière très libérale, fait référence à des supposés extrémistes et terroristes de trois niveaux de sévérité différents, [classés](#) en fonction de la perception qu'a le gouvernement de leur état d'esprit et de leur potentiel à faire du mal. Les proches des détenus et des anciens détenus sont également étiquetés, classés et suivis par la police. Un autre système classe les personnes selon qu'elles sont dignes de confiance, normales ou indignes de confiance.

Les catégories et classements de la police attirent implicitement l'attention sur les groupes minoritaires, mais dans certains contextes, cette attention est explicite. Par exemple, les procès-verbaux des réunions de stabilité communautaire³⁹ [montrent](#) que ces réunions mettent spécifiquement l'accent sur les « personnes de langue ethnique »⁴⁰, qui font l'objet d'une surveillance plus forte que les musulmans Hui parlant chinois. Les réunions se concentrent également sur les parents de détenus principalement ouïghours.

Les Ouïghours sont également surveillés dans leur pratique de l'islam. Des documents montrent que la police [mène](#) parfois des inspections de sécurité sur toutes les personnes qui fréquentent une certaine mosquée.

En effet, le gouvernement contrôle de près les personnes qui sont autorisées à entrer dans les mosquées. Un [document](#) de police détailla un incident dans lequel trois étudiants tentèrent de participer à l'enterrement dans une mosquée du père d'un de leurs amis. Comme décrit par Byler⁴¹, les trois étudiants « traînaient simplement vers l'entrée essayant de trouver une manière d'entrer car il leur fallait scanner leurs cartes d'identité pour pénétrer à l'intérieur et ils s'inquiétaient que [le poste de contrôle à l'entrée] ne saurait pas quoi faire et appellerait la police et ils ne savaient pas quoi faire ». La police interrogea les étudiants, les détint pendant des heures, puis les mit sur une liste d'observation dans leur école, « malgré le fait que [les étudiants] expliquèrent tout ce qu'ils essayaient de faire », dit Byler.

Des rapports plus récents indiquent que les autorités se fixèrent un objectif de réduire la fréquentation des mosquées et qu'elles l'atteignirent. De nombreux documents de la police mentionnent que la fréquentation des mosquées a diminué, et certains décrivent explicitement ce fait comme un signe de réussite. Un [rapport](#) indique que dans une mosquée, le nombre total de visites sur une période de quatre mois diminua de 80 000 par rapport à la même période de l'année précédente, soit une baisse de plus de 96 %. Cela semble être dû en partie au départ d'un imam et à la fermeture temporaire de la mosquée,

³⁸ Des minorités musulmanes qui parlent des langues autres que le mandarin, dont les Ouïghours, Kazakhs et Kirghiz.

³⁹ Des discussions par des auxiliaires de police de quartier à propos de ce qu'il s'est passé dans la zone au cours de la semaine passée.

⁴⁰ Des minorités musulmanes qui parlent des langues autres que le mandarin, dont les Ouïghours, Kazakhs et Kirghiz.

⁴¹ Anthropologue et chercheur au Centre des études asiatiques à l'Université de Colorado, à Boulder [aux Etats-Unis]. La thèse de Byler était sur la techno-politique ouïghoure en Chine.

mais le rapport indique qu' « il y a eu une baisse drastique des pratiquants » en deux ans. Il ajoute que cela est dû en partie au fait que des visiteurs quittèrent la ville, furent envoyés dans des camps ou eurent peur de pratiquer l'islam.

(12-NOVEMBRE-2018) (XIHEBA)...

Il y a 167 pratiquants religieux dans la juridiction. ... Au cours des deux dernières années, il y a eu une baisse drastique des pratiquants religieux. ... Les pratiquants restants sont pour la plupart des résidents de longue date âgés.

Les raisons des changements du nombre de pratiquants et de leur composition : ...

La juridiction adhéra strictement au travail d'anti-extrémisme ordonné par l'officier régional. ...

La mosquée a une politique de vrais noms stricte et mène les activités religieuses conformément à la loi. Les personnes qui travaillent dans le secteur public et certains jeunes n'entrent plus dans le lieu. ...

Depuis le début de l'opération Frapper et détenir de 2017, les personnes problématiques dans la juridiction ont soit été détenues soit rééduquées. La population totale a diminué.

Les activités des mosquées que le gouvernement chinois peut voir comme des signes d'extrémisme, dit Ayup⁴², peuvent inclure le fait de prier sans porter de doppa ouïghoure, de porter du parfum au sein de la mosquée, ou même d'être détendu pendant la prière. Toute personne qui ne fait pas l'éloge du Parti communiste chinois après la prière est aussi considéré comme suspicieux, a-t-il dit.

Dans des notes de la police, dit Byler, « il est intéressant qu'ils décrivent les citoyens comme des ennemis, et ceci rend à l'évidence qu'ils voient cela comme une forme de contre-insurrection, alors qu'en réalité ils essaient juste de détecter qui pratique l'islam ou pas ».

Des [notes provenant d'un poste de police](#) de Weihuliang⁴³ décrivent une « enquête à grande échelle [...] axée sur les zones où se rassemblent les populations migrantes », en particulier sur les personnes originaires du sud du Xinjiang, à prédominance ouïghoure. Les notes indiquent qu'en une semaine, la police enregistra 605 personnes originaires du sud du Xinjiang et enquêta sur 383 d'entre elles et sur les personnes avec lesquelles elles vivaient. Au cours des mêmes opérations, les autorités inspectèrent 367 téléphones et neuf ordinateurs.

Le contrôle de l'islam par les autorités du Xinjiang est particulièrement zélé dans sa chasse aux « imams sauvages » ou aux « prédications illégales ». Ces termes désignent les prédicateurs islamiques dont le travail n'est pas sanctionné par le gouvernement chinois ; selon les groupes de défense des droits, les autorités chinoises tracent cette ligne juridique de manière arbitraire, pour répondre à des besoins politiques. Ces imams peuvent être poursuivis pour des sermons prononcés en ligne ou dans des mosquées.

Les notes du poste de police de Weihuliang listent 60 personnes impliquées dans des prêches soi-disant illégaux, 50 desquelles sont en garde à vue. Le même document indique que la « prédication illégale »

⁴² Un linguiste et poète qui habitait auparavant à Kachgar, au Xinjiang.

⁴³ Un quartier dans le district Shuimogou à Ürümqi au centre nord-est de la ville.

dans le groupe WeChat⁴⁴ « Group 1 teach (Qur'an ABCs) » conduit à la capture d'une femme Hui⁴⁵ de 41 ans et à la détention administrative d'un homme Hui de 62 ans.

Des documents plus récents, de 2017 à 2019, reflètent la difficulté croissante de la police à continuer de trouver des infractions à appliquer et des personnes à placer en détention ou en camp de rééducation⁴⁶. Cela tient au fait qu'en 2017, la première vague de détentions balaya le Xinjiang, entraînant l'expulsion d'une grande partie de la population d'Ürümchi. Le chef du parti du Xinjiang, Chen Quanguo, [dit](#) aux fonctionnaires de « rafler tous ceux qui devraient l'être », prolongeant une approche dure que le président chinois Xi Jinping commença à organiser après une [attaque massive à l'arme blanche](#) dans une gare et une [attaque](#) sur un marché extérieur avec des voitures et des explosifs, toutes deux en 2014.

Les documents de police de cette période, après la première vague de répression, reflètent une intention de traquer toutes sortes de comportements suspects.

« Le système est configuré de manière à produire une hyperpolice », déclara Byler⁴⁷, « où tout comportement étrange ou aberrant est signalé, et si vous êtes une minorité, vous êtes « ethnique », c'est ainsi qu'ils se réfèrent aux Ouïghours et aux Kazakhs, alors vous êtes très sensible à ce genre de choses et vous êtes surveillé à un micro-niveau, à la fois par la police humaine et par l'application de la technologie à vous et à votre vie. »

Dans certaines instances, des personnes sont persécutées pour avoir violé des lois avant même que celles-ci ne furent établies.

Un document de police décrit comment des femmes hui⁴⁸ furent détenues suite à des preuves qu'elles avaient étudié le Coran dans un groupe en ligne – ce qui était légal au moment où elles le firent mais devint illégal avant leur détention. Elles avaient été inactives dans le groupe au moins un an avant leur détention.

Cette incertitude quant aux lois du Xinjiang et au moment où l'on peut avoir des démêlés avec la police fait écho à l'expérience d'Ayup⁴⁹. « Après avoir été arrêtés, les gens se rendent compte que « Oh cette [activité] est dangereuse » », explique-t-il.

Wang⁵⁰ dit que l'hyperpolice est devenue plus envahissante avec le temps.

« C'est essentiellement une répression de tout », dit Wang, s'étendant de la répression des pratiques islamiques à l'abus de drogues et les maladies mentales. « Ils veulent tout simplement s'assurer qu'ils ont un tel contrôle sur la région, un contrôle général global. »

⁴⁴ Une application de smartphone qui est omniprésente en Chine, utilisée non seulement pour envoyer des messages, mais aussi pour payer des factures et partager des photos et des informations. Elle est très utilisée par les autorités chinoises, y compris comme outil de contrôle social.

⁴⁵ Un groupe ethnique de Chine qui est majoritairement musulman mais aussi pour la plupart sinophone.

⁴⁶ Officiellement connu comme « transformation par l'éducation », le système de pratiques rééducatives de la Chine pratique ce que le chercheur Adrian Zenz appelle « du lavage de cerveau hautement coercitif ».

⁴⁷ Anthropologue et chercheur au Centre des études asiatiques à l'Université de Colorado, à Boulder [aux États-Unis]. La thèse de Byler était sur la techno-politique ouïghoure en Chine.

⁴⁸ Un groupe ethnique de Chine qui est majoritairement musulman mais aussi pour la plupart sinophone.

⁴⁹ Un linguiste et poète qui habitait auparavant à Kachgar, au Xinjiang.

⁵⁰ Chercheuse principale sur la Chine au Human Rights Watch.

Une illustration de la manière dont le maintien de l'ordre est devenu de plus en plus agressif et omniprésent au Xinjiang est un [rapport](#) de police expliquant comment un couteau dans un magasin de boulettes n'était pas enchaîné à un poteau sécurisé, comme le prévoit le règlement. Le rapport indiquait que la violation devait être rectifiée dans la journée. Les lois du Xinjiang exigent non seulement que les couteaux soient enchaînés, indique le document, mais aussi que les couteaux soient munis de codes QR identifiant leur propriétaire. « C'est juste une façon de montrer à quel point tout est étroitement contrôlé, que même les couteaux utilisés en cuisine doivent être considérés comme des armes potentielles », déclara Byler.

Pour maintenir la vigilance maximale qu'implique l' « hyperpolice », les autorités du Xinjiang firent appel aux citoyens ordinaires pour qu'ils se dénoncent les uns les autres - ce qui n'est pas inédit en Chine mais se pratique plus largement dans la région, notamment à l'encontre des Ouïghours et des autres minorités ethniques.

Pour faciliter cette pratique, les citoyens sont récompensés lorsqu'ils se dénoncent les uns les autres. Les documents de la base de données contiennent des détails sur ce fait rapporté précédemment. Les informateurs sont récompensés pour avoir transmis des informations, mais les gens sont également récompensés pour des actions plus spécifiques. Le fait de [relier son compte WeChat](#), de passer une vérification et de poster une image peut donner lieu à une récompense en espèces. Toutes ces actions sont suivies et reflétées dans la base de données.

Un [document](#), une annonce publique de la part de la police, indique que la police et ses auxiliaires subissent des pressions pour soumettre de grandes quantités d'intelligence aux autorités. Il reproche aux citoyens de la [zone de haute technologie](#) du district de Xinshi d'Ürümchi d'envoyer des informations qui sont « créées de toutes pièces, juste pour que le nombre de rapports paraisse important, qui ne peuvent pas être utilisées et dont le traitement demande beaucoup de personnel et de temps ». Par exemple, « les résidents ont signalé qu'il y a souvent des enfants qui urinent dans l'ascenseur » d'un immeuble. De même : « Quelques citoyens ont signalé qu'ils se sont fait arnaquer en achetant des crabes ou des gâteaux de lune en ligne. Les quantités perdues ne sont généralement pas importantes. »

L'annonce continue ensuite en détaillant amplement 10 « catégories d'informations qu'il est interdit de rapporter », incluant des tuyaux qui n'ont rien à voir avec « la politique vis-à-vis de l'antiterrorisme, la politique des minorités », ou avec quelque chose qui s'appelle l' « Agenda de gestion du Xinjiang », ou avec des « politiques qui bénéficient aux citoyens ».

Essentiellement, comme le formula Byler⁵¹, les autorités « étaient là « Ceci n'est pas le genre d'informations que nous voulons, nous voulons de l'intelligence à propos des musulmans ».

Ce type de maintien de l'ordre, issu de la base de la population, « consiste à recruter et à considérer les gens ordinaires comme faisant partie de ces équipes de surveillance », déclara Wang⁵². « Et de cette façon, il expose une philosophie assez intéressante de la surveillance, de la société et de l'ingénierie que je ne pense pas que beaucoup de gens comprennent en dehors de la Chine. »

Lorsqu'Ayup⁵³ habitait au Xinjiang, dit-il, des groupes de 10 familles étaient contraints de dénoncer quelqu'un une fois par semaine dans une boîte à remarques, qui existait avant l'application mobile. « Le problème est que, si vous ne trouvez rien à écrire, vous devez l'inventer pour éviter d'être envoyé dans

⁵¹ Anthropologue et chercheur au Centre des études asiatiques à l'Université de Colorado, à Boulder [aux Etats-Unis]. La thèse de Byler était sur la techno-politique ouïghoure en Chine.

⁵² Chercheuse principale sur la Chine au Human Rights Watch.

⁵³ Un linguiste et poète qui habitait auparavant à Kachgar, au Xinjiang.

un camp et dans un centre, donc c'est obligatoire. Voici le problème, mais vous ne pouvez pas en vouloir à quelqu'un qui dénonce parce que c'est son obligation », dit-il.

En plus d'enrôler individuellement des citoyens ordinaires pour qu'ils signalent leurs voisins, les autorités du Xinjiang les organisèrent également au sein de groupes communautaires plus formels, appelés « unités de sécurité » ou « brigades ». Ces unités sont segmentées en groupes de 10, selon les documents de la base de données. Par exemple, 10 ménages ou 10 entreprises peuvent être organisés en brigade, avec un volontaire de chaque groupe répondant aux appels comme technicien médical d'urgence et faisant des exercices d'opposition au « terrorisme ».

Les brigades de sécurité font écho à une tradition chinoise historique connue sous le nom de système de Baojia, dans lequel 10 foyers formaient un *bao* (ou plus tard un *jia*, 10 desquels formaient un *bao*). Cette structure fractale formait un système de sécurité sociale et est fortement associé au maintien de l'ordre et à la militarisation de la population.

Dans les temps modernes, des systèmes similaires furent appelés « gestion en grilles ». Il y a plusieurs années, le gouvernement chinois [déploya la gestion en grille à l'échelle nationale](#) ; cependant, la densité des unités de surveillance citoyenne au Xinjiang demeura plus haute que dans d'autres parties du pays, et les unités de sécurité y sont utilisées à des fins différentes.

Selon Byler⁵⁴, les unités de sécurité du Xinjiang n'apparaissent pas dans les documents gouvernementaux précédents, mais elles sont assez évidentes si vous vous trouvez dans la région, où vous verrez des exercices, des personnes défilant en formation et des propriétaires de commerces portant des brassards rouges pour montrer leur affiliation.

« C'est la militarisation de la population entière », dit Byler. « Jusqu'ici nous n'avons pas eu une description complète de ce que c'était censé faire. »

L'hyperpolice s'étend au sein des foyers des personnes à travers des visites régulières de la part des autorités ; ceux considérés comme étant à risque d'influences extrémistes, terroristes ou séparatistes reçoivent des visites fréquentes. Ceci signifie typiquement des dissidents ouïghours, et ceux qui sont passés par des camps de rééducation⁵⁵, ainsi que toutes personnes connectées à ces gens.

Les procès-verbaux des réunions de stabilité communautaire⁵⁶ donnent un aperçu détaillé du type d'informations enregistrées lors de ces visites à domicile. Ils incluent les professions, le lieu de travail, les anciens emplois, les parents (et les numéros d'identification nationaux des parents), les voyages, la localisation des enfants, les écoles que les enfants fréquentent, et ce que la communauté surveille encore.

Certains résidents sont présentés comme étant surveillés ou contrôlés par la communauté, ce qui signifie qu'une unité de surveillance du voisinage est chargée de les surveiller. Cela peut inclure des visites aussi fréquentes que chaque jour, ou une ou deux fois par semaine, d'un ou plusieurs cadres membres vivant à proximité.

⁵⁴ Anthropologue et chercheur au Centre des études asiatiques à l'Université de Colorado, à Boulder [aux Etats-Unis]. La thèse de Byler était sur la techno-politique ouïghoure en Chine.

⁵⁵ Officiellement connu comme « transformation par l'éducation », le système de pratiques rééducatives de la Chine pratique ce que le chercheur Adrian Zenz appelle « du lavage de cerveau hautement coercitif ».

⁵⁶ Des discussions par des auxiliaires de police de quartier à propos de ce qu'il s'est passé dans la zone au cours de la semaine passée.

Certains [proches](#) de détenus reçoivent des visites quotidiennes de la police locale. Même ceux qui sont considérés fiables reçoivent des visites, « pour leur montrer de la sympathie et les attirer dans le giron patriotique chinois », comme le dit Byler. « C'est comme gagner les cœurs et les esprits. »

Dans un récit tiré d'un document de police, une femme âgée dont le fils était détenu par les autorités se lia d'amitié avec un policier qui lui rendait visite. La police affirma que la femme était devenue comme une mère pour l'officier. Elle le traitait comme son fils et s'ouvrait à lui sur toutes les activités de son fils réel. Elle était le type idéal de personne qui a été rééduquée par le système, indique le document.

Certaines visites à domicile sont effectuées à des fins d'inspection, pour trouver des objets religieux. Les documents montrent que la police recherche des livres religieux et retire des tapis de prière et même, comme mentionné dans un document de police de juillet 2018, une photo du hajj, le pèlerinage musulman à La Mecque, en Arabie saoudite. Les [documents](#) indiquent que cet effort remonte à 2018 et est lié à une initiative gouvernementale connue sous le nom de « trois nettoyages » pour encourager les gens à purger le contenu considéré comme extrémiste de leurs maisons. « C'est l'une des premières fois que je vois cela mentionné explicitement, qu'ils passent en revue les maisons des gens », déclara Byler.

Un document d'octobre 2018 décrit comment se déroulent ces inspections de foyers :

Premièrement, le personnel du poste de police devrait rassembler toutes les personnes du foyer dans le séjour afin de vérifier les identités de chacun à tour de rôle. Deuxièmement, les cadres responsables pour le foyer et les membres de l'équipe de patrouille mèneront une inspection minutieuse de toutes les pièces de la maison, surtout sous le tapis, dans la salle de bain, dans la cuisine, et sous le lit. Des zones suspectes tel que les coins des canapés, etc., doivent être inspectés un à un utilisant une approche de « retourner les boîtes, vider les meubles de rangement », et le numéro de maison où des objets suspects ont été trouvés et une photo du propriétaire des objets doivent être pris comme preuves.

Les autorités [surveillent](#) également les appels téléphoniques entre les détenus et les membres de leur famille restés chez eux. Un [document](#) décrit un appel de ce type, qui dura quatre minutes et vingt secondes, et décrit le contenu de la conversation et la gratitude des proches envers le fait que le gouvernement ait autorisé cet appel. « C'est un point d'inflexion qui documente la façon dont les gens reçoivent la rééducation⁵⁷ », expliqua Byler. « S'ils pleurent ou se mettent en colère parce que leur proche ne peut pas être libéré, c'est un signe que la rééducation n'a pas été reçue. »

Dans beaucoup de cas il fut [demandé](#) aux proches d'enregistrer l'appel et de le partager avec la police, ou bien ils faisaient un entretien juste après l'appel pour voir comment ils allaient.

Les citoyens du Xinjiang sont également régulièrement arrêtés devant leur domicile par les autorités. La base de données contient les registres de plus de deux millions de contrôles effectués à Ürümqi (3,5 millions d'habitants) et dans les environs sur une période de deux ans. Elle comprend une liste de près de trois douzaines de catégories de personnes à arrêter, telles que « personne importante pour la sécurité nationale ». Lorsqu'une personne est arrêtée à un point de contrôle, elle est soumise à un contrôle d'identité, qui comprend généralement un traitement par reconnaissance faciale. La reconnaissance faciale est parfois effectuée par un balayage automatique par une caméra de surveillance fixe. Elle peut également être effectuée par un scan manuel à l'aide de l'appareil photo d'un smartphone, souvent utilisé pour les personnes dont on estime qu'elles doivent faire l'objet d'un examen plus approfondi, par exemple

⁵⁷ Officiellement connu comme « transformation par l'éducation », le système de pratiques rééducatives de la Chine pratique ce que le chercheur Adrian Zenz appelle « du lavage de cerveau hautement coercitif ».

parce qu'elles n'ont pas de pièce d'identité. Si le visage d'une personne s'affiche avec un indicateur jaune, orange ou rouge sur un ordinateur, montrant que le système l'a jugée suspecte ou criminelle, elle est interrogée et peut être arrêtée.

Des catégories de personnes souvent arrêtées à des points de contrôle incluent les proches de délinquants et les proches de détenus.

Les données conservées à partir de ces contrôles comprennent les photos des personnes arrêtées, la latitude et la longitude du contrôle, le nom du point de collecte, le véhicule et la plaque d'immatriculation le cas échéant, l'heure de la fouille, le niveau de la fouille, si la personne fut libérée, et le résultat de la fouille. Les personnes interpellées sont classées dans la base de données selon qu'elles furent immédiatement arrêtées, qu'elles furent renvoyées à leur domicile d'origine, qu'elles sont des patients psychiatriques, des proches de détenus, des proches de délinquants ou des personnes répertoriées comme ayant participé aux émeutes d'Ürümchi de juillet 2009, au cours desquelles des violences entre Ouïghours⁵⁸ et Han⁵⁹ dans une usine de jouets du sud-est de la Chine entraînèrent une vague plus large de troubles civils impliquant des attaques contre des résidents majoritairement d'origine han.

UN SYSTEME DE DETENTION BATIT SUR DES INCERTITUDES ET DES INCOHERENCES

Au-delà de la surveillance et du maintien de l'ordre, la base de données permet de voir de près comment diverses formes d'incarcération sont utilisées pour contrôler la population, en particulier les groupes minoritaires et les personnes perçues comme des dissidents au Xinjiang. Elle révèle un système qui s'efforce d'adapter sa rhétorique et ses politiques à une réalité dans laquelle la durée de l'incarcération, même sous couvert de « formation » ou de « rééducation », est souvent si incertaine que les proches des détenus sont reconnaissants lorsque ceux-ci se voient accorder des peines à durée déterminée.

Les documents illustrent le système complexe d'établissements de type carcéral du Xinjiang, qui se répartissent approximativement en quatre catégories : les établissements de détention temporaire, les établissements de « rééducation », une forme de rééducation plus clémente appelée « formation professionnelle » et les prisons de longue durée.

Les centres de détention, dont on dit qu'ils offrent les conditions les plus dures et les pires conditions de surpeuplement, sont essentiellement des centres d'interrogatoire et de détention. Les personnes y sont maintenues en attendant la fin d'une enquête. Les centres de rééducation sont officiellement connus sous le nom de camps de « transformation par l'éducation ». Ils pratiquent un « lavage de cerveau hautement coercitif », selon les termes de Zenz⁶⁰, qui a [enquêté](#) sur ces camps à partir de documents gouvernementaux. Les centres de formation sont censés transmettre des compétences professionnelles et autres, mais ils ressemblent clairement à des prisons, avec des fils barbelés, de hauts murs, des miradors et des systèmes de caméras internes.

⁵⁸ Historiquement le groupe le plus important au Xinjiang, les Ouïghours sont majoritairement musulmans, parlent leur propre langue turcique, et subissent une discrimination de longue date sous domination chinoise. Plus d'un million d'Ouïghours ont été détenus dans des camps, d'après certaines estimations.

⁵⁹ Le groupe ethnique le plus important de Chine et du monde, les Chinois han sont originaires de l'Asie de l'est mais ont accru leur présence au Xinjiang.

⁶⁰ Anthropologue et chercheur qui se concentre sur le Xinjiang et le Tibet.

Il est courant qu'un citoyen donné passe par plusieurs types d'incarcération dans une sorte de filière. Un document de police du district de Tianshan⁶¹, à Ürümqi, décrit une mère impliquée dans un « incident de sécurité nationale » qui fut placée en rééducation, puis dans une école de formation professionnelle.

La rééducation fut menée par la division de la sécurité intérieure du bureau de la sécurité publique, une force de sécurité intérieure qui enquête sur la criminalité transnationale. Il s'agit d'une « unité très dure », souvent utilisée contre les dissidents, déclara Zenz. « Je m'attends pleinement à ce que ce soit un endroit où la torture est pratiquée, sans en être sûr », ajouta-t-il.

Les autorités envoyèrent ensuite la mère dans un centre de formation professionnelle, ce qui aurait été « encore très désagréable et coercitif », déclara Zenz, mais « le plus clément » et conduisant éventuellement à une libération pour travaux forcés. « Dans un État policier, c'est l'endroit où il est le plus souhaitable d'être, car on finit par en sortir », ajouta-t-il. (Ces types de soi-disant centres de formation professionnelle sont distincts des véritables centres de formation professionnelle existant en Chine qui n'impliquent pas de séjours forcés où les personnes sont retirées de leur famille et soumises à un endoctrinement).

Nejmiddin Qarluq, un Ouïghour qui obtint l'asile en Belgique en 2017, déclara que la raison de la détention n'est pas toujours claire, car les gens sont souvent arrêtés par hasard et voient leurs biens confisqués. Lorsque Qarluq avait 6 ans, son père fut libéré de prison. Il fut lui-même condamné à trois ans de prison, puis purgea une autre peine de cinq ans et demi. Un de ses frères fut condamné à la prison à vie en 1996, dit-il, et un autre frère fut condamné à six ans et demi et est toujours en prison. Son frère, son ex-femme et sa sœur furent enfermés dans un camp d'éducation en 2018.

Etant donné que Qarluq fut condamné à l'âge de 14 ans, il déclara que toute sa vie après sa libération fut placée sous la surveillance de la police du Parti communiste chinois et qu'il ne se sentit jamais en sécurité. Et, dit-il, il n'y a pas de liberté ou de vie privée - même la vie privée de la pensée - au-delà du contrôle du [gouvernement]. « Je suis le chanceux qui a eu la possibilité de fuir le pays », déclara-t-il.

La base de données contient des éléments indiquant que les taux de détention, comparés à ceux de la rééducation, pourraient être nettement plus élevés que ne le pensaient les observateurs extérieurs. Cela signifierait que les Ouïghours et les autres détenus subissent des conditions beaucoup plus dures lors de leurs incarcérations.

Un [rapport](#) de police du commissariat de Weihuliang⁶² fournit des informations sur le nombre de personnes détenues en détention et en rééducation dans tout Shuimogou⁶³, l'un des sept districts d'Ürümqi. À l'époque, en février 2018, le district comptait 803 personnes en rééducation et presque autant, environ 787, en détention. À Weihuliang spécifiquement, le ratio de personnes en détention était encore plus élevé : 348 détenus contre 184 en rééducation.

Byler appela ceci « une proportion vraiment troublante, si nous prenons selon comme la norme à travers la région ».

« Cela nous montre que près de la moitié des personnes détenues ne sont même pas encore dans le système des camps de rééducation, elles sont juste en cours de traitement », ajouta Byler. « Les

⁶¹ Un des sept districts urbains d'Ürümqi, au centre sud-est de la ville. Centre ouïghour historique de la ville où les Ouïghours sont toujours majoritaires.

⁶² Un quartier dans le district de Shuimogou à Ürümqi, au centre nord-est de la ville.

⁶³ Une des sept districts urbains d'Ürümqi, au centre nord-est de la ville, où se trouve le siège municipal. Ce n'est pas un district à majorité ouïghoure.

conditions dans ces espaces sont vraiment mauvaises. Si ce que ces rapports nous disent est vrai, que ces plus grands nombres sont détenus dans ces espaces, c'est vraiment inquiétant. »

Byler décrit la détention comme étant souvent « très surpeuplée, d'après ce que les gens nous ont dit, et les conditions de détention sont vraiment mauvaises, à cause de la surpopulation. (...) Parfois, à cause de la promiscuité, les gens ne peuvent pas dormir en même temps parce qu'ils ne peuvent pas tous s'asseoir en même temps sur le lit (en fait, une plate-forme avec un plateau en bois appelé *kang*) ». Les caméras de la cellule surveillent en permanence, et les lumières restent allumées toute la nuit.

En comparaison, la rééducation offre des conditions quelque peu meilleures, y compris des grandes cours intérieures pour marcher au pas et pour enseigner, et de manière plus importante, l'espoir d'être rapidement relâché - une fois l'éducation « transformatrice » terminée. Mais les documents de la base de données indiquent que cela peut être, au moins dans certains cas, une fausse idée. Dans plus de 100 cas, ils [évoquent](#) des peines de rééducation d'une durée fixe, comme des peines de deux ou trois ans.

Le 5 novembre 2018, des officiers de police et des cadres assignés à des foyers ont accompagné [nom retiré] (femme, ouïghoure...), la femme d'un individu rééduqué [nom retiré] (homme, ouïghour...), au centre de rééducation de la ville de Daban pour un tête-à-tête avec [son mari]. Au même moment, ils ont reçu l'annonce de la part du centre de rééducation et du Procuratorate [le bureau du procureur] que son mari a été condamné à trois ans de rééducation. Le centre de formation professionnelle a informé [la femme] que son mari pourrait peut-être être relâché plus tôt s'il se comportait bien dans le centre. [La femme] a dit au cadre qu'elle peut accepter le fait que son mari ait été envoyé pour être rééduqué pendant trois ans, mais qu'elle est d'humeur très sombre, mais au moins elle et son mari ont de l'espoir. Elle espérait également que son mari pourrait bien se comporter au sein du centre de rééducation et ainsi être réuni plus tôt avec sa famille. La police et les cadres ont réconforté [la femme] en lui disant qu'il ne fallait pas qu'elle s'inquiète trop, qu'elle s'occupe bien d'elle et des deux enfants, et que la communauté l'aiderait à résoudre tous problèmes auxquels elle pourrait se retrouver confrontée.

Les peines semblent être attribuées à des personnes dans le cadre de la forme professionnelle de la rééducation⁶⁴, souvent après qu'elles aient été incarcérées pendant une longue période. Les documents montrent qu'elles sont prononcées dans le cadre d'un programme intitulé « Deux Informer, Un Préconiser », « informer » faisant apparemment référence à l'information sur l'extrémisme (telle qu'elle est fournie dans le cadre de la rééducation) et « préconiser » faisant référence à la promotion d'une politique visant à prononcer des peines.

Dans le cadre de ce système, les proches et les membres cadres rencontrent généralement la personne en rééducation et un juge émet un « pré-jugement » et une « pré-sentence », généralement de deux à quatre ans dans les documents de la base de données. Parfois, certaines exigences accompagnent la peine, comme l'acquisition de compétences en langue chinoise. Un rapport d'octobre 2018 indique que « certains proches de personnes de trois catégories⁶⁵ sont très heureux après avoir appris le travail de

⁶⁴ Des établissements de formation professionnelle de type carcéral prétendent transmettre des savoir-faire mais entreprennent en réalité une rééducation coercitive. Ils sont la forme d'incarcération la plus clémente. Ils sont différents des vrais centres de formation professionnelle en Chine qui ne comprennent pas des séjours forcés.

⁶⁵ Des personnes considérées comme étant des extrémistes ou terroristes, ou qui ont de telles tendances. Ces « catégories » se réfèrent à des classements détaillés basés sur la perception qu'a le gouvernement de l'état d'esprit [de ces personnes] et de leur potentiel à nuire.

« Deux Informer, Un Préconiser » ; grâce à cela, ils savent au moins combien de temps il faudrait pour que leurs proches sortent, et ils peuvent organiser de nombreuses choses liées aux affaires à l'avance. »

Dans l'un des nombreux exemples de cette politique dans la base de données, tiré d'un [rapport](#) de novembre 2018, une femme ouïghoure se rendit au centre professionnel de la ville de Daban pour recevoir un verdict avec son frère :

Son petit frère [nom retiré] ouïghour, homme... le 27 septembre 2017, pour raison de vivre et de voyager avec une personne condamnée, a été amené au commissariat de Badaowan pour rééducation. Hier à l'activité « Deux informer, un préconiser » du centre, le verdict était d'offrir un refuge aux criminels, et la peine était d'étudier pendant trois ans dans une école professionnelle. Les proches n'ont pas protesté la peine et ont remercié le parti pour son attention et son amour ainsi que le gouvernement pour leur aide apporté à son [frère].

« Nous n'avions [jusqu'alors] jamais entendu parler de personnes condamnées à des peines de rééducation », a déclaré Byler⁶⁶. « Ils vous disent que vous devez gagner des points pour être libéré, et donc que vous êtes censé faire de gros efforts pour être rééduqué, mais maintenant ils disent en fait que ces personnes ont reçu une peine, que leur parcours de rééducation prendra trois ans ou autre. Donc c'est en fait comme une peine de prison. C'est l'une des tyrannies du système, c'est qu'une fois que vous êtes dans les camps, vous ne savez jamais quand vous serez libéré. »

La rééducation semble également être exclue comme option pour certaines des activités les plus lourdement persécutées. Les [notes du poste de police](#) de Weihuliang⁶⁷, qui se concentrent sur les « prédicateurs illégaux »⁶⁸ et répertorient 50 détenus, indiquent que seuls deux d'entre eux sont en rééducation.

Une grande partie du travail de Zenz⁶⁹ se concentra sur les camps d'internement officiellement présentés comme des « centres de formation professionnelle » (*zhiye jineng jiaoyu peixun zhongxin*). Le gouvernement les dépeint comme une alternative plus bénigne aux poursuites judiciaires pour ceux qui commirent des délits mineurs, mais ils sont souvent la couverture de la détention pour des motifs mineurs. Malgré l'accent mis sur le mot « formation », ces établissements peuvent pratiquer l'endoctrinement coercitif comme le font les centres de rééducation.

Des documents gouvernementaux précédemment obtenus par Zenz décrivent la rééducation comme utilisant, selon le récit de Zenz, « la transformation par l'éducation de type assaut » (*jiaoyu zhuanhua gongjian*) pour « s'assurer que les résultats sont atteints » sur ceux qui ont « une compréhension vague, des attitudes négatives, ou même montrent de la résistance. »

L'impact de la détention généralisée ne se limite pas à ceux qui sont en prison. Un document [indique](#) que 326 enfants de l'un des sept districts d'Ürümchi ont un ou deux parents en détention. La population

⁶⁶ Anthropologue et chercheur au Centre des études asiatiques à l'Université de Colorado, à Boulder [aux Etats-Unis]. La thèse de Byler était sur la techno-politique ouïghoure en Chine.

⁶⁷ Un quartier du district de Shuimogou à Ürümchi, au centre nord-est de la ville.

⁶⁸ Des personnes qui ont délivré des sermons islamiques illégaux. Des groupes de défense de droits affirment que la ligne de séparation entre des enseignements légaux et illégaux de l'islam est définie de manière presque arbitraire pour servir à des fins politiques.

⁶⁹ Un anthropologue et chercheur qui se concentre sur le Xinjiang et le Tibet.

du district était d'environ 43 730 habitants, selon les chiffres du gouvernement de 2010, mais seulement environ 12 % de la population d'Ürümchi est ouïghoure. « Si vous prenez la population adulte de ce [groupe ethnique] et que vous notez que 326 élèves ont un ou deux parents en détention, cela semble assez important », déclara Zenz.

Documents : les documents publiés avec cet article sont disponibles [ici](#).